

# Les chiffres de la sécurité électrique en France

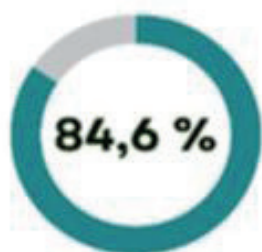
## (baromètre 2025)

L'Association Promotelec a dévoilé les résultats du nouveau baromètre de l'Observatoire national de la sécurité électrique, qui fête ses 30 ans cette année. Basée sur l'analyse de 400 000 diagnostics électriques obligatoires (DEO) réalisés dans des logements construits avant 2009, cette étude confirme une tendance observée l'an dernier : 82,6 % des installations électriques de plus de 15 ans présentent encore au moins une anomalie électrique. Ce chiffre, quasi identique à celui de l'édition précédente, illustre une stagnation préoccupante en matière de sécurité du parc résidentiel français.

Une grande majorité du parc immobilier français repose sur des installations anciennes, souvent inadaptées aux besoins actuels. L'essor des pompes à chaleur, des équipements connectés, des bornes de recharge pour véhicules électriques ou encore des panneaux photovoltaïques sollicite fortement ces réseaux vieillissants. Face à ces évolutions, l'absence de modernisation du réseau électrique domestique peut provoquer des situations dangereuses : surchauffes, courts-circuits, électrisations, voire incendies. La sécurité électrique, bien qu'indissociable de la performance énergétique, doit être une priorité dans les stratégies de rénovation.

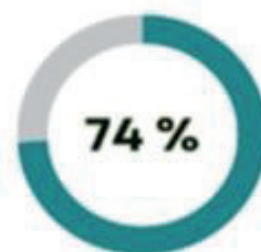
### Les installations électriques de plus de 15 ans dans les logements (logements construits avant 2009)

Sur la base de 320 000  
DEO Vente analysés :



comportent au moins une  
anomalie électrique

Sur la base de 80 000  
DEO Location analysés :



comportent au moins une  
anomalie électrique

### DES ANOMALIES FRÉQUENTES ET INVISIBLES

Les anomalies relevées par les diagnostiqueurs sont nombreuses, mais surtout insidieuses : absence de mise à la terre, matériels vétustes ou inadaptés, risques de contact avec des éléments sous tension, défaillances de protection contre les surintensités, non-conformités spécifiques dans les pièces d'eau...

Ces défauts ne sont pas de simples irrégularités techniques. Ils exposent les occupants à des risques bien réels. Chaque année, environ 3 000 personnes sont admises aux urgences après une électrisation accidentelle. Et malgré les efforts de prévention, on a recensé, en 2022, 34 décès accidentels par électrocution.

Fort heureusement, le nombre d'anomalies détectées par les DEO diminue avec les années de construction des logements : plus ils sont récents ou récemment rénovés, moins les installations électriques présentent d'anomalies.

## Les principales anomalies électriques

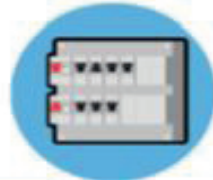
64 %

Prise de terre et installation de mise à la terre défectueuses



33 %

Anomalie sur les dispositifs de protection contre les surintensités



46 %

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage



22 %

Liaison équipotentielle supplémentaire dans la salle de bains défectueuse



41 %

Risques de contacts directs avec des éléments sous tension



18 %

Zones de sécurité électrique des salles de bains non respectées



### L'IMPACT D'UN RÉSEAU DÉFAILLANT

Les conséquences ne s'arrêtent pas aux blessures corporelles. En 2022, près de 238 000 dommages électriques ont été déclarés aux compagnies d'assurances. Plus largement, les incendies d'habitation – dont entre 20 et 35 % sont de source électrique – ont représenté 153 100 sinistres cette même année. Les sapeurs-pompiers sont intervenus à plus de 64 000 reprises pour des feux d'origine domestique.

Cette accumulation de données renforce un constat simple : la vétusté des installations électriques n'est pas un simple enjeu technique. C'est un risque majeur de santé publique, de sécurité et de durabilité du logement.

### AUCUNE RÉGION N'EST ÉPARGNÉE PAR LES ANOMALIES ÉLECTRIQUES

Si la situation est globalement préoccupante sur l'ensemble du territoire, ces résultats, compris entre 78 % et 87 %, restent très proches de la moyenne nationale de 82,6 %.

Ces écarts, bien que modérés, soulignent la nécessité de politiques d'actions ciblées à l'échelle locale. Lutter contre les défaillances électriques implique de mieux identifier les zones à risques, d'adapter les dispositifs de soutien à la rénovation, et de renforcer la sensibilisation auprès des occupants et des propriétaires.

### LA SÉCURITÉ : UNE PRIORITÉ POUR L'HABITAT DE DEMAIN

La rénovation du parc électrique ne peut plus être mise de côté. Elle doit devenir un axe central de la politique du logement en France. Préparer l'habitat de demain, c'est s'assurer que chaque logement, ancien ou récent, est capable d'accueillir les nouveaux usages sans compromettre la sécurité de ses occupants. **Cela passe par des contrôles réguliers, une montée en compétences des professionnels et une sensibilisation renforcée des particuliers.**

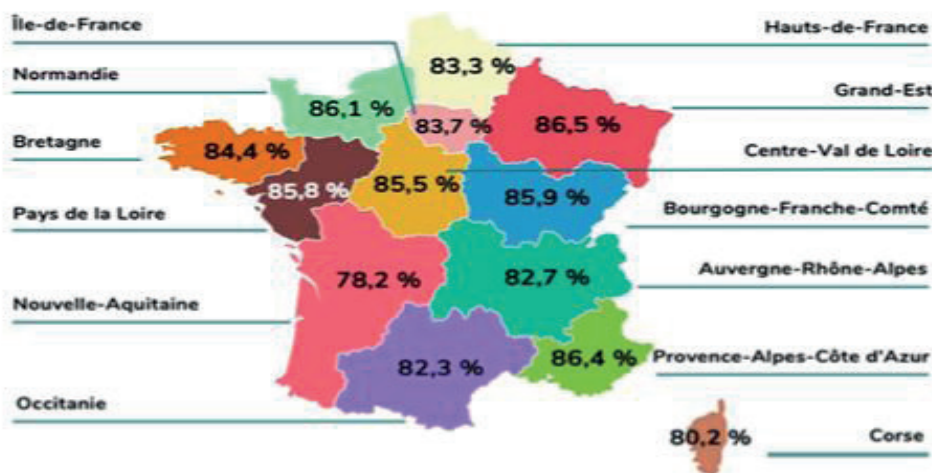
Il est temps que la sécurité électrique quitte le domaine de l'oubli pour rejoindre celui des urgences concrètes. ■

## Observatoire National de la Sécurité Électrique (ONSE) Baromètre 2025



Les installations électriques de plus de 15 ans dans les logements  
(logements construits avant 2009)

Sur la base de 400 000 diagnostics électriques obligatoires (DEO) analysés par région :  
% des installations électriques de plus de 15 ans comportant au moins une anomalie électrique



Suivant les régions :  
entre 78 %  
et 87 %  
comportent  
au moins une  
anomalie  
électrique

Etude complète ONSE :  
<https://www.dropbox.com/home/PROMOTELEC?preview=Barometre+ONSE+2025+Promotelec.pdf>